

CONVOCATION
pour les séances publique et plénière du
mardi 17 juillet 2018
à **14h30**

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **51.362** Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne ; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

(doc. parl. 6895)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 2) **51.437** Projet de loi sur l'archivage et portant modification
1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État ;
2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais

(doc. parl. 6913)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 3) **52.039** Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant :
1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;
2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales ;
3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux ;
4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical ;
5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

(doc. parl. 7160)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 4) **52.102** Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale et portant modification
1° du Code de la Sécurité sociale ;
2° du Code du travail ;
3° de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité ;
4° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
5° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

6° de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ;

7° de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale et portant abrogation

de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

(doc. parl. 7113)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

5) 52.283

Projet de loi portant

1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ;

2° modification du Code de procédure pénale ;

3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale

(doc. parl. 7152)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

6) 52.416

Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification 1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ; 3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État ; 5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1er février 1984 portant création d'une administration du personnel de l'État

(doc. parl. 7180)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

7) 52.447

Projet de loi portant :

1° transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n° 1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE ; et

2° modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement

(doc. parl. 7195)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 8) 52.653** Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M
(doc. parl. 7239)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 9) 52.678** Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017
(doc. parl. 7242)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 10) 52.701** Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État
(doc. parl. 7245)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 11) 52.760** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance
(doc. parl. 7301)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 12) 52.797** Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur Dudelange-Burange situé sur l'Autoroute A13
(doc. parl. 7282)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 13) 52.798** Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas
(doc. parl. 7285)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 14) 52.802** Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du « Südspidol »
(doc. parl. 7286)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 15) 52.822** Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création

de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées ; 2) Centres de gériatrie

(doc. parl. 7280)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants

16) 52.859

Projet de loi portant :

1. transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et
2. modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

(doc. parl. 7306)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi et proposition de loi

- 1) 52.269** Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil
(Amendements parlementaires du 11 juillet 2018)

(doc. parl. 7146)

- 2) 52.378** Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale et portant modification
- 1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
 - 2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (convention Europol), signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995 ;
 - 3° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation – de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995 ; – de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995 ;
 - 4° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité ;
 - 5° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation, du centre socio-éducatif de l'État ;
 - 6° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle ;
 - 7° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement ;

- 8° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire ;
- 9° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;
- 10° de la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;
- 11° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
- 12° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État ;
- 13° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière ;
- 14° de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale ; et
- 15° de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police

(Amendements parlementaires du 12 juillet 2018)

(doc. parl. 7168)

- 3) 52.422** Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

(Amendements parlementaires du 5 juillet 2018)

(doc. parl. 7184)

- 4) 52.651** Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant
- la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;
 - la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

(Amendements parlementaires du 28 juin 2018)

(doc. parl. 7230)

- 5) 52.707** Projet de loi relative au financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois et portant modification de la loi du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

(doc. parl. 7248)

- 6) 52.711** Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la Sécurité Sociale

- 7) 52.735** Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre permettant au Gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense

(doc. parl. 7264)

- 8) 52.810** Projet de loi portant sur la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture et portant modification du Code du travail
(doc. parl. 7289)
- 9) 52.823** Projet de loi
1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018, et
2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen
(doc. parl. 7292)
- 10) 52.826** Projet de loi modifiant :
1° le Code de procédure pénale ;
2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la cellule de renseignement financier (CRF)
(Amendements parlementaires du 4 juillet 2018)
(doc. parl. 7287)
- 11) 52.856** Projet de loi modifiant
1. le Code du travail ;
2. le Code de la sécurité sociale
(Amendements gouvernementaux du 20 juin 2018)
(doc. parl. 7311)
- 12) 52.973** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Pétange à Athus / Longwy ; mise en conformité des installations voyageurs en gare de Rodange)
(doc. parl. 7337)
- 52.974** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Troisvierges/frontière ; mise en conformité des installations voyageurs en gare de Mersch)
(doc. parl. 7338)
- 52.983** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Wasserbillig ; modernisation des installations ferroviaires avec aménagement d'un bâtiment P&R en gare de Wasserbillig)

Projets de règlement

- 13) 52.677** Projet de règlement grand-ducal portant exécution de l'article 26 de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale
(Amendements gouvernementaux du 28 juin 2018)
- 14) 52.839** Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'élaboration et d'application du plan de développement de l'établissement scolaire dans l'enseignement fondamental

- 15) **52.843** Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre du plan de développement de l'établissement scolaire dans les lycées
- 16) **52.867** Projet de règlement grand-ducal modifiant
a) le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 sur le contrôle technique des véhicules routiers ;
b) le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers ;
c) l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques
- 17) **52.912** Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour du site de captage d'eau souterraine Schankbour situées sur le territoire de la Ville d'Echternach
- 18) **52.913** Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour du captage d'eau souterraine Erdt situées sur les territoires des communes de Préizerdaul et Wahl
- 19) **52.914** Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Bettendorf et Gilsdorf situées sur le territoire de la commune de Bettendorf
- 20) **52.915** Projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine des sites Glasbouden, Brennerei et Dommeldange situées sur les territoires des communes de Luxembourg, Niederanven, Steinsel et Walferdange
- 21) **52.916** Projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Welterbaach et Neiwiss situées sur les territoires des communes de Grosbous et Wahl
- 22) **52.917** Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour du captage d'eau souterraine Heisdorf situées sur le territoire de la commune de Steinsel
- 23) **52.918** Projet de règlement grand-ducal portant création-des zones de protection autour des captages d'eau souterraine, Wäschbur, Feschweier, Wollefsbour, Kazebur, Kaschbur, Béik, Simmern, Schwind, Lichtebrichen, Waeschbour, Perdsbur, Zoller, Wëlfragronn 1, Wëlfragronn 2, Wëlfragronn 3 annexe, Tunnel 1 (côté Eischen), Tunnel 2 (côté Hovelange), Laangegronn 1, Laangegronn 3, Laangegronn 4, Laangegronn 5 et Uechtlach, situées sur les territoires des communes de Beckerich, Hobscheid, Septfontaines et Saeul
- 24) **52.919** Projet de règlement grand-ducal portant création-de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Trudlerbour, Millbech, Stuwelsboesch, Boumillen nouvelle, B11 et Bichel, ainsi que du site de captage Scheidhof situées sur les territoires des communes de Contern, Hesperange, Luxembourg, Sandweiler, Schuttrange et Weiler-la-Tour
- 25) **52.920** Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Krëschtebiërg 1, Krëschtebiërg 2 et

Kuelemeeschter situées sur les territoires des communes de Redange-sur-Attert et de Rambrouch

- 26) 52.921** Projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Schwaarzebur, Maescheierchen 1 et Maescheierchen 2 situées sur les territoires des communes de Grosbous et Mertzig
- 27) 52.922** Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Everlange, Reimberg, Roubrecht, Ribbefeld et Bréimchen situées sur le territoire des communes de Useldange, Préizerdaul, Redange, Boevange-sur-Attert, Vichten, Grosbous et Wahl
- 28) 52.927** Projet de règlement grand-ducal modifiant
1° le règlement grand-ducal du 21 décembre 2001 ayant pour objet l'organisation des études secondaires et secondaires techniques en éducation des adultes,
2° le règlement grand-ducal du 25 août 2006 relatif à l'examen de fin d'études secondaires en éducation des adultes et
3° le règlement grand-ducal du 25 août 2006 relatif à l'examen de fin d'études secondaires techniques et à l'examen de fin d'études de la formation de technicien en éducation des adultes
- 29) 52.929** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 introduisant des classes à régime linguistique spécifique au régime technique, au régime de la formation de technicien et au régime professionnel de l'enseignement secondaire technique
- 30) 52.942** Projet de règlement grand-ducal déterminant l'emblème, l'uniforme et la carte de service de la Police et modifiant le règlement grand-ducal du 15 février 1982 concernant les drapeaux et emblèmes militaires et abrogeant :
1° le règlement grand-ducal du 30 octobre 1968 fixant les titres des grades, les insignes et uniformes que porteront les officiers et sous-officiers de l'armée détachés à la gendarmerie et à la police ;
2° le règlement grand-ducal du 18 mai 1984 concernant l'écusson, l'emblème et le drapeau de la Police ;
3° le règlement grand-ducal du 10 avril 1991 relatif à l'uniforme de la Police ;
4° le règlement grand-ducal du 10 avril 1991 relatif à l'uniforme de la Gendarmerie
- 31) 52.950** Projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire une deuxième modification du plan d'occupation du sol (POS) « Aéroport et environs »
- 32) 52.955** Projet de règlement grand-ducal déterminant la valeur monétaire des éco-points
- 33) 52.970** Projet de règlement grand-ducal portant fixation :
1° des programmes de formation spéciale, de la durée de la formation spéciale théorique et de l'appréciation des épreuves de l'examen de fin de formation spéciale des fonctionnaires stagiaires du cadre civil de l'Inspection générale de la Police ;
2° du programme de l'examen ainsi que des modalités de classement et des critères de départage en cas d'égalité des notes des fonctionnaires du cadre civil de l'Inspection générale de la Police